

Tribune des députés de la République en Marche pour la mobilité des habitants des Hauts de France

Les députés de la majorité portent une ambition forte que traduira la future loi de mobilité bientôt discutée à l'Assemblée Nationale.

En tant qu'élus des Hauts de France, nous sommes particulièrement attachés à faire entendre la voix de notre région et à nous assurer que les mesures en faveur de la mobilité des territoires de la Somme, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de l'Aisne, soient les plus efficacement mises en œuvre sur le terrain, par les acteurs publics et privés.

Sa situation géographique entre le Royaume Uni, le Benelux et l'Île de France, confère à la région des Hauts de France une place stratégique dans les mobilités. De grands projets fluviaux, ferroviaires, routiers et portuaires, se sont développés en ce sens et ont ainsi donné à la région une aura permettant de développer son industrie et sa logistique. Mais la mobilité du quotidien entre les territoires des Hauts de France demeure fragile. Nous devons, ensemble, répondre à cette problématique majeure.

Garantir les mobilités de tous les jours pour apporter des réponses efficaces aux besoins des habitants revêt des enjeux considérables. Tout d'abord, c'est permettre aux citoyens de se déplacer pour travailler et aux entreprises de trouver la main d'œuvre qui paradoxalement leur manque cruellement dans un territoire encore en proie au chômage de masse. La mobilité est un facteur de cohésion sociale ensuite, elle est la clé de l'émancipation, d'autant plus inaccessible aux publics les plus fragiles ou enclins à la marginalisation. Ainsi les personnes âgées ou en situation de handicap ne peuvent recourir à la voiture, de même certaines populations sont assignées à résidence par manque de solutions de transport, en particulier en milieu rural. Enfin, c'est le défi de la transition écologique que nous devons relever. Les nombreux pics de pollution observés en métropole lilloise en période estivale, et les impacts d'une baisse de la qualité de l'air sur la santé doivent nous mobiliser pleinement dans le changement de nos habitudes.

A ce titre, nous accueillons avec satisfaction les orientations budgétaires proposées par le gouvernement, que nous soutenons à travers nos votes à l'Assemblée Nationale, et portant l'effort d'investissement dans les infrastructures à 954 M€ soit une hausse de 85% du budget dédié sur la période 2018-2022 par rapport à la période précédente.

Si nous comprenons les réactions de nos concitoyens face à la hausse des prix du carburant, compte tenu des impacts qu'elle a sur leur quotidien, et en particulier pour ceux qui ont besoin de se déplacer pour travailler, nous saluons les mesures concrètes annoncées par le Premier Ministre : Défisicalisation du dispositif régional d'aide financière aux personnes qui font plus de 30kms par jour pour travailler, doublement des aides à la conversion pour acquérir un véhicule moins consommateur en carburant, amélioration du dispositif des indemnités kilométriques.

Nous devons, collectivement, apporter des solutions à la hauteur des enjeux du développement économique et de la transition écologique. Mais cela ne saurait se faire sans réponses alternatives à la voiture. C'est pourquoi, nous appelons les autorités compétentes et en particulier la Région Hauts de France dont le rôle est d'organiser et de déterminer les choix d'investissement dans les infrastructures de transport régionales, à faire avancer rapidement les projets développant des solutions souples, rattachant les territoires ruraux aux

Tribune des députés de la République en Marche pour la mobilité des habitants des Hauts de France

grandes villes, par le biais des plans vélo, du tram-train, des aires de covoiturage, en favorisant l'émergence de solutions innovantes, souples, écologiques et économiquement attractives pour les usagers. Nous appelons l'Etat à se mobiliser pleinement aux côtés de la Région pour faciliter l'émergence de ces projets indispensables à l'avenir de notre territoire, et tant attendus.

Chacune, chacun, sur nos territoires, nous nous engageons à faire entendre à l'Assemblée, la voix des habitants des Hauts de France, des acteurs territoriaux de la mobilité, à faciliter le dialogue entre les acteurs locaux et nationaux à l'occasion du débat parlementaire sur la future loi mobilité, à garantir l'évaluation des mesures et des politiques publiques en matière de mobilité sur notre territoire.

Les députés de la République en Marche des Hauts de France

Pascal BOIS, Aude BONO-VANDORME, Brigitte BOURGUIGNON, Carole BUREAU-BONNARD, Anne-Laure CATTELOT, Jennifer DE TEMMERMAN, Marc DELATTE, Christophe DI POMPEO, Dimitri HOUBRON, Jacques KRABAL, Jean-Claude LECLABART, Charlotte LECOCQ, Brigitte LISO, Jacqueline MAQUET, Catherine OSSON, Valérie PETIT, Laurent PIETRASZEWSKI, Barbara POMPILI, Jean-Pierre PONT, Benoît POTTERIE, Agnès THILL